



FÉDÉRATION NATIONALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

Union Fédérale CGT DIR Ouest

Déclaration CGT au Comité Social d'Administration de la DIR Ouest du 9 novembre 2023

Le 17 octobre 2023, Stanislas Guerini a présidé la réunion dédiée à la politique salariale et à l'agenda social de la Fonction publique, cette réunion, demandée par les organisations syndicales, intervenait dans un contexte caractérisé par la persistance d'un taux d'inflation participant à la poursuite des pertes de pouvoir d'achat des personnels de la Fonction publique.

Pour la CGT, les mesures salariales insuffisantes annoncées en 2023 ont aggravé le contentieux salarial.

Dans un tel contexte, l'urgence salariale est décrétée ! C'est dans ce sens que la CGT a exigé que le ministre se dote d'un mandat pour négocier avec les organisations syndicales, une revalorisation significative de la valeur du point d'indice, la CGT revendique à minima +10 % et des premières mesures au titre de la reconstruction de la grille indiciaire.

Par ailleurs, la CGT a réitéré ses propositions et revendications pour l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes qui nécessite notamment la revalorisation des grilles indiciaires des filières à prédominance féminine, et la révision de l'index égalité conformément d'ailleurs aux engagements pris par la Première ministre lors de la conférence sociale.

Constatant que le ministre n'apportait aucune réponse sur les mesures exigées au titre de l'année 2024, la CGT et l'ensemble des autres organisations syndicales ont ajourné la réunion.

Les mesures catégorielles pour les Personnels d'Exploitation annoncées le 12 juillet 2023 lors d'une réunion au ministère ne sont pas à la hauteur, la volonté du Ministère de scinder le corps des PETPE en deux et de revoir le statut en y intégrant des missions de catégorie B, est bien une preuve de volonté de destruction de ce corps. Un corps qui, sans prise en compte de nos revendications, n'a plus de sens, car le pyramidage n'est plus respecté, bientôt nous aurons plus de Chefs d'Équipe que d'Agents. Pour la CGT nous devons intégrer les CEEP à la grille C3+ (grille existante à la territoriale), intégrer les Agents d'Exploitation Principaux en C3, les Agents d'Exploitation en C2 et supprimer la grille C1 qui n'a plus de sens.

Depuis plusieurs quinquennats, les réformes initiées démolissent et désorganisent les administrations territoriales de l'État dans l'objectif de faire la chasse aux dépenses publiques, d'abandonner et de privatiser toute une série de politiques publiques, d'éloigner les services publics des citoyens.

Avec, notamment la loi 3 DS, fondée sur des principes de différenciation, de déconcentration et de transferts de missions publiques, ce sont des services publics à la carte qui se mettent en place avec des ruptures inacceptables.

Les agents subissent des mobilités forcées, avec de l'éloignement, une perte de rémunération, un nouveau règlement intérieur et des nouvelles organisations de travail.

Alors que la CGT demande l'abrogation de la loi 3 DS, le gouvernement continue le désengagement de l'État, le Président de la République affiche ses ambitions d'une nouvelle étape de décentralisation, il vient de confier à Eric Woerth le soin de lui présenter des propositions en ce sens.

Après la réforme des retraites qui s'applique depuis le 1^{er} septembre et qui reste toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire, le gouvernement poursuit sa casse programmée de nos conquies sociaux, avec un Projet de Lois de Financements de la Sécurité Sociale sur le volet recette, passé en force par 49,3 par la première Ministre le 4 novembre, après seulement quelques heures de débat.

Ce projet de Lois est à contre-courant, les victimes seront une fois de plus les malades, avec une attaque sans précédent contre les arrêts de travail et un accès aux soins toujours plus dégradé. Ce PLFSS est annonciateur d'une situation catastrophique dans le champ de la santé, avec cette austérité budgétaire où ce sera au malade de payer car il est responsable.

Le gouvernement, à travers ce PLFSS, applique une fois de plus une politique ultra libérale de destruction de la Sécurité sociale qui répond aux souhaits du patronat d'en finir avec ce qu'il reste du Conseil National de la Résistance.

Lundi 2 octobre, le budget ministériel de la transition écologique pour l'année 2024 nous a été présenté. Il n'est pas assez ambitieux, voire médiocre. Un seul exemple, la progression des effectifs de 760 ETP, progression que le ministre de la transition écologique a qualifié d'exceptionnel, et dans le même temps c'est 0 emploi dans les DIR. Cette évolution est sans rapport avec les ambitions affichées par le gouvernement et surtout elle sera sans conséquence face aux problèmes que nous rencontrons au quotidien dans de nombreux services à cause du manque de personnel.

Les dégradations des conditions de travail dans les services sont bien dues aux manques de moyens, preuve en est dans les conditions de plus en plus catastrophique que les agents sont obligés d'exercer leurs missions sans qu'aucun chef de service ne prenne en compte la réalité de ce qu'ils vivent.

Contrairement à ce qu'annonce le Ministre délégué aux Transports, Clément BEAUNE, l'accidentalité dans les DIR ne cesse d'être en augmentation, 25 accidents sur signalisation recensés à ce jour à la DIR Ouest, avec toujours les mêmes victimes, et le manque de moyens tant en effectifs que matériels n'est jamais mis en avant, ce n'est pas en stigmatisant les usagers que cela va s'améliorer mais bien en prenant des mesures concrètes allant dans le sens de la protection des agents.

A ce sujet, le 3 novembre 2023, sur la RN 164, alors que les agents du CEI de Loudéac avaient neutralisé la voie de droite pour sécuriser un VL en panne, un engin forestier est venu percuter violemment le fourgon FLU, le projetant à 70 mètres, par chance les agents et les usagers qui ont assisté à cette terrible scène ont pu se mettre en protection pour éviter le pire, le conducteur de l'engin s'est arrêté bien plus loin sur la voie de gauche. Les agents bouleversés n'ont à ce jour vu personne de la chaîne hiérarchique autre que le Chef de centre, la DIR ouest banaliserait elle les accidents ? Pire encore, il paraîtrait que vous (Directeur de la DIR Ouest) seriez passé sur les lieux sans vous arrêter ? Ce qui serait un comble si c'est le cas, nous attendons vos explications.